



Nouvelle répression policière en France alors que Macron annonce de nouvelles coupes d'austérité

Par [Will Morrow](#)

Mondialisation.ca, 24 avril 2019

[wsws.org](#) 23 avril 2019

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#),
[Économie](#), [Loi et Justice](#)

Alors que le président français Emmanuel Macron s'apprêtait à annoncer de nouvelles attaques sociales contre la classe ouvrière dans un discours de mardi soir, le gouvernement intensifiait sa répression policière contre l'opposition sociale et les manifestants de «Gilets jaunes» opposés à l'inégalité sociale.

Lors de la manifestation des «Gilets jaunes» de samedi dernier, la police avait encore carte blanche pour agresser violemment et arrêter les manifestants. Une vidéo de Paris postée sur Twitter et partagée plus de 2500 fois a montré un incident de ce type: alors qu'une phalange de police anti-émeute a été lancée contre un groupe de manifestants, un policier s'est précipité sur une femme seule, par derrière, la frappant derrière la tête avec son bâton. L'agent continue à courir alors que la femme tombe inconsciente au sol. D'autres policiers passent en courant, enjambant son corps immobile.

Plus de 60.000 policiers ont été mobilisés à travers le pays, utilisant des canons à eau, des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc. Le ministère de l'Intérieur a signalé qu'il avait arrêté plus de 200 personnes et que 17.000 personnes avaient été interpellées et fouillées alors qu'elles tentaient d'entrer dans la capitale.

Un certain nombre d'incidents indiquent que la police cible de plus en plus des journalistes qui font état de la répression policière. Gaspard Glanz, journaliste indépendant et fondateur de Taranis News, a été arrêté et, au moment où sont écrites ces lignes, il est toujours en garde à vue. Glanz était clairement identifiable en tant que journaliste samedi. Il s'est approché d'un groupe de policiers anti-émeute et a demandé à parler au capitaine, après avoir déclaré que la police lui avait tiré dessus avec une grenade de désencerclement et l'avait physiquement repoussée.

Lorsque Glanz leur aurait fait un doigt d'honneur alors qu'il s'éloignait, la police l'a jeté au sol et l'a arrêté.

Glanz a été placé en garde à vue près de 48 heures et est convoqué au tribunal de Paris pour «outrage à personne dépositaire de l'autorité publique». L'accusation de «participation à un groupement en vue de commettre des violences ou des dégradations», finalement n'a pas été retenue par le parquet de Paris lundi matin.

Des centaines de personnes ont manifesté devant le commissariat de la police parisienne dimanche soir et une pétition lancée par le père de Glanz demandant sa libération a été signée par plus de 18.000 personnes. La pétition indique que «La presse libre et

indépendante est empêchée de travailler dans notre pays. Gaspard Glanz se bat pour l'indépendance de l'information, condition fondamentale pour la préservation de notre liberté. Mobilisons-nous pour lui.»

Un autre journaliste, Clément Lanot, a publié sur Twitter une vidéo montrant des policiers qui visaient et tiraient sur lui avec un lanceur de projectiles LBD. Une troisième journaliste aurait également été grièvement blessée à la main par l'explosion d'une grenade de désencerclement. Une vidéo sur les médias sociaux la montre son évacuation par d'autres manifestants.

Samedi dernier, c'était la première manifestation hebdomadaire de «gilets jaunes» depuis l'incendie de lundi à la cathédrale de Notre-Dame. Le gouvernement Macron a immédiatement cherché à profiter de cet événement, qui a été le résultat des politiques socialement destructrices de la classe dirigeante française de réductions imprudentes des dépenses sociales et de son déversement de cadeaux fiscaux et autres en faveur du milieu des affaires, en réclamant «l'unité» nationale et appelant à la fin aux manifestations contre le gouvernement.

Vendredi soir, le ministre de l'intérieur, Christophe Castaner, a utilisé cet argument pour déclarer lors d'une conférence de presse que «les casseurs» n'avaient «pas été touchés par ce qui est arrivé à Notre-Dame» et qu'ils «seront à nouveau au rendez-vous». «A nouveau la menace est sérieuse et appelle à un dispositif renforcé», a-t-il déclaré.

Les manifestants ont protesté contre le fait que, même si rien n'est mis à la disposition de la classe ouvrière, les grandes entreprises et leurs propriétaires milliardaires sont subventionnés pour devenir des bienfaiteurs généreux de la société en faisant don d'une infime fraction des milliards qu'ils ont pris du travail de la classe ouvrière aux réparations de Notre-Dame. La plupart de ces «dons» bénéficieront d'un abattement d'impôts de 66 pour cent et donc seront finalement aux frais de la classe ouvrière.

Un certain nombre de banderoles dans plusieurs villes des manifestations se sont opposées à l'arrestation et à l'extradition programmée aux États-Unis du journaliste et lanceur d'alerte de WikiLeaks, Julian Assange. À Paris, une bannière indiquait «Vive Assange», et à Toulouse, un masque d'Assange était placé sur la statue de Jeanne d'Arc. Ces actions expriment le soutien généralisé à Assange dans la classe ouvrière française et internationale.

La répression violente du gouvernement a lieu alors que Macron devait prononcer un discours mardi soir qui comprend de nouvelles coupes sociales. Il était attendu pour ce discours lundi dernier qui devait résumer les résultats du «Grand Débat», un spectacle frauduleux de réunions dans les mairies et d'enquêtes en ligne visant uniquement à promouvoir l'illusion que le gouvernement, qui représente en fait l'élite financière, répondra aux revendications de la population.

Le discours avait été annulé lors de l'incendie de Notre-Dame, mais une version divulguée à la presse et publiée par *Lundi Matin* a révélé les mesures prévues. Alors que le discours est conçu comme une réponse aux revendications des manifestations de masse, toutes les mesures qu'il contient ne contribueront pas à améliorer de manière significative le niveau de vie des travailleurs, mais auront l'effet contraire.

Il rejette tout retour sur la réduction par Macron de l'impôt sur la fortune des super-riches.

Au lieu de cela, «les impôts seront réduits pour ceux qui travaillent en réduisant considérablement l'impôt sur le revenu». Ces mesures combinent invariablement des réductions d'impôt négligeables pour les travailleurs avec des réductions importantes des impôts pour les riches. De plus, elles doivent être financées par «des coupes dans nos dépenses publiques» et par «la nécessité de travailler plus.»

Cette dernière mesure a été détaillée au week-end par la députée et porte-parole du gouvernement, Aurore Bergé, dans un entretien accordé au *Journal de Dimanche*. Elle a dit que le gouvernement envisageait de créer une nouvelle «journée de solidarité», à savoir l'abolition d'un jour férié, pour obliger les travailleurs à travailler gratuitement un jour de plus chaque année. Elle a cité le 8 mai, qui marque la victoire des puissances alliées sur l'Allemagne nazie au cours de la Seconde Guerre mondiale.

«Je suis persuadée que les Français sont d'accord pour travailler plus si on explique que 100 % des recettes de la journée de solidarité sont consacrées à la baisse de leurs impôts ou au financement des Ehpad», a-t-elle dit.

La seule mesure prévue pour remédier un tant soit peu à la crise des services publics consiste à ne plus fermer d'écoles ou d'hôpitaux avant la fin du mandat de Macron. Cela intervient sur fond d'une vague massive de fermetures d'écoles et d'hôpitaux qui ont dévasté des régions entières du pays.

Une étude réalisée par *Le Monde* en mars a révélé que sur les 22 années écoulées entre 1997 et 2019, plus de 338 maternités sur 885 ont été fermées. En conséquence, le nombre de femmes adultes vivant à plus de 45 minutes d'une maternité a presque triplé, passant de 290.000 à 716.000. Le pourcentage de personnes vivant à plus de 30 minutes a plus que doublé, passant de 12,6 pour cent à 26 pour cent.

De nombreux services de chirurgie ont également été fermés, dans des conditions où la neige abondante dans certaines régions de France peut rendre impossible le déplacement à travers de longues distances pour être hospitalisé.

Will Morrow

Article paru en anglais, WSWs, le 23 avril 2019

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © Will Morrow, wsws.org, 2019

Articles Par : Will Morrow

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits

d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca